

International

LES PARADOXES ET LES DÉFIS DES PROGRESSISTES EN ARGENTINE

Eduardo Jozami

31/01/2019

À l'approche du scrutin présidentiel prévu cette année en Argentine, Eduardo Jozami, directeur du Centre culturel de la mémoire Haroldo Conti et figure intellectuelle de son pays, analyse dans un entretien l'évolution récente et les perspectives envisageables de la gauche et du péronisme dans son pays.

Cet entretien réalisé par Manuel Barrientos et Matias Cerezo publié dans *Artepolitica* le 15 mars 2018 a été traduit par Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation Jean-Jaurès. La situation décrite ici par Eduardo Jozami garde toute son actualité.

L'Argentine est depuis 2015 dirigée par un président de centre droit, Mauricio Macri, qui a centré la politique économique de son pays sur l'ouverture de l'économie, une réforme flexibilisant le code du travail et la « modernisation » des politiques sociales.

Depuis la fin 2017, l'Argentine vit une situation paradoxale et contradictoire. Les électeurs ont confirmé aux élections législatives la majorité de droite (Liste Cambiemos). Parallèlement, le pays connaît une montée des revendications sociales, marquée par une série de journées de grèves et de manifestations.

Le paradoxe reflète un cadre et un contexte politique fragmenté et sans boussole. Le Parti radical (membre de l'Internationale socialiste) a rejoint la coalition de droite. Les partis de centre gauche – Parti socialiste argentin, Partido GEN (Generación para un Encuentro Nacional) – ont perdu de la crédibilité, faute de propositions programmatiques et d'alliés. La gauche radicale refuse toute forme de concertation avec quiconque. Le péronisme, partagé en familles de droite, du centre et de gauche, brouille programmes alternatifs et alliances.

Le 8 février 2018, trois secteurs du péronisme de Buenos Aires ont tenté de mettre sur pied une plateforme alternative progressiste en capacité de recomposer une coalition plus large ouverte aux radicaux de gauche et au centre gauche.

On trouvera ci-dessous l'entretien accordé à deux journalistes par l'un des participants à cette

rencontre, Eduardo Jozami, intellectuel, journaliste, universitaire, ancien directeur du Centre culturel de la mémoire Haroldo Conti et ancien prisonnier de la dictature militaire.

Jean-Jacques Kourliandsky

Plusieurs secteurs du péronisme ont commencé à rassembler leurs forces en prévision de l'élection présidentielle de 2019. Une rencontre unitaire a été organisée dans les locaux de l'UMET (Université métropolitaine pour l'éducation et le travail) le 8 février 2018. Plusieurs référents du kirchnérisme, le Front rénovateur, le Randazzisme en y participant ont semblé vouloir faire tomber quelques barrières qui jusque-là paraissaient infranchissables.

Membre de « Lettre ouverte » (Carta abierta) et de Participacion Popular, Eduardo Jozami analyse le potentiel et les limites de la constitution d'un front électoral réunissant les différents versants épars du péronisme et demande que l'on prête attention au dialogue avec le mouvement social, les secteurs dissidents du radicalisme et au-delà les partis de gauche.

L'ex-directeur du Centre culturel de la mémoire Haroldo Conti signale également qu'il ne faut pas accélérer les prises de position, pour des raisons tactiques, parce que pour la première fois il peut y avoir une situation où le Front sera presque aussi important que le candidat.

Quel bilan faites-vous de la rencontre de l'UMET ? Quelles perspectives ouvre-t-elle pour les présidentielles de 2019 ?

Eduardo Jozami : C'est un bon début. Beaucoup de gens ont compris qu'il est important d'avoir un regard d'opposant. Les différentes familles péronistes qui ont participé à cette réunion ont pu relativiser les différences plus ou moins importantes qui les ont séparées ces dernières années. Il reste beaucoup à faire, faire venir d'autres secteurs, mais il y a eu d'autres réunions en parallèle qui ne sont en rien contradictoires avec la rencontre de l'UMET. L'idée est de conclure sur une seule convocation qui soit la plus large possible. Je note avec intérêt le changement constaté depuis décembre, fondamentalement depuis la discussion parlementaire sur la réforme prévisionnelle qui a été accompagnée d'une grande mobilisation sociale. Aujourd'hui, il n'y a pas de secteur péroniste ouvertement hostile au kirchnérisme. Certains responsables, oui, mais ils sont peu représentatifs. Au sein du Front rénovateur, les deux positions sont présentes. Mais l'engagement de Daniel Arroyo et Felipe Sola à soutenir ce projet me paraît solide. Il est difficile de savoir ce qu'au final va décider Sergio Massa. Mais je ne vois pas comment il pourrait apparaître comme tête de proue d'une liste péroniste. Si le processus unitaire avance, il est probable que ceux qui ne veulent pas se joindre à cet effort, compte tenu de la polarisation, termineront alliés du gouvernement. Par ailleurs, on peut toujours discuter sur la profondeur des accords. Compte tenu qu'il s'agit d'un commencement, on

ne devrait pas être excessivement exigeant. Le contenu des discours prononcés m'a paru intéressant et positif, dans la mesure où la tonalité a été unanimement d'opposition. Bien sûr, on a pu observer des nuances, en particulier dans les débats de commissions, où certaines thématiques ont été approfondies, mais il était clair que la possibilité d'une unité péroniste, celle de la majorité du mouvement et, dans un deuxième temps, l'unité de l'opposition – qui est le second temps nécessaire – ne pourront être construites qu'à la condition d'avoir un programme clair, d'alternative au néolibéralisme.

Un débat commence sur le point que doit mettre en valeur la quête d'unité. Certains disent que le péronisme doit être le noyau initial de l'unité. D'autres soutiennent que la proposition doit être de centre gauche. Qu'en pensez-vous ?

Eduardo Jozami : Ceux qui revendiquent les douze années kirchnéristes et se définissent toujours comme kirchnéristes, bien sûr, avant toute proposition unitaire, nous allons défendre cette histoire, et ce regard sur le pays, au-delà de toutes les choses dont on sait qu'elles doivent être questionnées, etc. Mais aujourd'hui, si nous nous lançons sur une proposition exclusivement de centre gauche, je pense qu'il s'agirait d'un projet que le kirchnérisme s'adresserait à lui-même. Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas d'autres secteurs, non kirchnéristes, qui peuvent être considérés de centre gauche, mais cela n'attaquerait pas le cœur, ou problème central, qui doit l'être pour construire un front d'opposition ayant de réelles possibilités de vaincre le macrisme. Ce qui pose le problème de l'unité péroniste. Il est évident qu'on ne peut penser que le seul péronisme peut résoudre cela. Depuis Menem et au-delà, chaque fois que le péronisme s'est lancé et a réussi à unifier la majorité des siens, il l'a fait sur des définitions claires. Aujourd'hui, nous avons besoin d'un péronisme qui sache convoquer la totalité du champ populaire avec un discours lui permettant de dialoguer avec les radicaux qui cohabitent mal avec le macrisme, avec les secteurs de centre gauche qui ont accompagné le kirchnérisme, avec la gauche elle-même, bien qu'il soit difficile de l'imaginer se joindre à un front électoral. Mais il est peut-être envisageable qu'ils puissent adopter dans la perspective d'un second tour une autre position, et qu'ils ne soient pas indifférents au fait que Macri puisse gagner ou que ce soit un opposant. Un processus ayant la capacité de construire une alternative et de rassembler tous ceux ayant cette vocation, doit être vu comme un processus d'unité du péronisme, bien que probablement tous les péronistes ne le rejoignent pas, comme cela est vrai depuis Perón.

Vous avez parlé d'approfondir les accords pragmatiques. Selon vous, quelles sont les thématiques qui devraient figurer dans leur agenda ?

Eduardo Jozami : D'entrée, il faut éclaircir un point. D'un côté, tout le monde est d'accord pour ne pas faire un front étroitement oppositionnel, parce qu'en politique il est important de s'appuyer sur des propositions. Ensuite, il est également important, avec la conjoncture si difficile et dramatique

que nous vivons, de bâtir quelque chose de nouveau. C'est-à-dire de démontrer que nous avons été capables de faire une lecture critique de tout ce qui s'est passé ces dernières années dans le pays, et en tirer une proposition intégrant toutes les choses nouvelles qui ont concerné la société. Ce préalable posé, il n'est pas contradictoire de dire que le programme de base sorte de l'agenda discuté avec le macrisme, parce qu'en fait ce qui nous unifie n'est pas seulement d'être opposés à ce que fait ce gouvernement, mais la nécessité de gagner l'élection de 2019. Le front est possible parce qu'il y a une situation « d'urgence nationale » exigeant de prioriser les grandes réformes prévisionnelles et de favoriser l'unité. Cette unité a fait un grand pas avec l'opposition à la réforme prévisionnelle, à la réforme du code du travail et à la politique d'endettement. Ce sont en matière sociale et économique les grands axes qui en principe doivent être ratifiés pour arriver à un accord. Je crois que ce qui se passe sur le terrain institutionnel, sur celui de la sécurité, celui des libertés publiques, celui des violations des droits des citoyens, est l'autre grand axe. Le président de l'UCR (Union civique radicale) et ses parlementaires ont soutenu le gouvernement dans l'affaire Chocobar (NDLR : *une bavure policière*). Ce qui montre jusqu'où vont les contradictions au sein du radicalisme, dans la mesure où un certain nombre de ses dirigeants importants ont adopté une position différente. Donc, il faut établir un agenda d'opposition et en même temps une unité qui ne soit pas seulement un accord entre dirigeants.

Comment avancer avec méthode vers l'unité afin que, comme vous le dites, elle ne soit pas seulement un accord entre dirigeants, mais qu'au contraire elle concerne de très larges secteurs ?

Eduardo Jozami : Les primaires (PASO, Primaires ouvertes simultanées et obligatoires) doivent être intégrées dans l'accord. Si à leur issue, les principaux dirigeants de tout le pays se mettent d'accord sur un candidat présidentiel, cela voudra dire qu'une personnalité a émergé, ayant suscité une grande adhésion et qu'il ne serait pas possible de s'y opposer. Mais la garantie que ce candidat ne soit imposé par personne viendra de la capacité à rassembler d'autres secteurs et donc ouvre la possibilité de gagner les PASO. De toute façon, dans le moment actuel, l'essentiel est de faire comprendre qu'il faut construire un front. Plus vite on avancera, et plus participatif sera le processus de construction d'un front. Cela permettra de surmonter quelques-uns des vices et difficultés rencontrés par les constructions politiques de mouvements nationaux et populaires ces dernières années. La seconde étape sera celle du choix d'un candidat présidentiel, même s'il est vrai que pour la première fois en Argentine, on peut se trouver dans une situation où le front est aussi important que le candidat, parce que sans le front, le candidat ne peut pas gagner, alors qu'en 1973, Hector José Campora (NDLR : *péroniste de gauche élu président de la République en 1973*) aurait pu gagner sans front, avec il est vrai un résultat moins bon. La même remarque est valable pour Perón. Arrive un moment où il doit clairement y avoir un candidat solide capable de susciter une impulsion. Et donc surgit, je le dis avant que vous ne me posiez la question, nécessairement la

situation de Cristina (Kirchner). Personne ne sait encore ce que va être exactement l'attitude de Cristina ou son choix, même si en principe elle a dit qu'elle ne ferait pas obstacle à cette construction. Celle-ci est l'orientation suivie en définitive, car la réunion de l'UMET s'est tenue avec l'accord de Cristina. Il est trop tôt pour donner des noms de candidats, parce que cela impliquerait l'existence d'un front lacunaire, et immédiatement surgirait un autre candidat s'appuyant sur les secteurs n'ayant pas été convoqués. Ce qui ne veut pas dire qu'à un moment donné il ne faudra pas faire un choix. Donc je crois que tout le monde aura à faire un effort pour concilier les positions sur une base de garantie démocratique portant sur le contexte des PASO.

Comment voyez-vous le rôle du mouvement ouvrier dans cette future démarche unitaire ?

Eduardo Jozami : D'un point de vue que l'on pourrait appeler de l'unité politique, la situation du mouvement ouvrier est moins complexe que si on la regarde à partir du propre mouvement ouvrier. Ce que je veux dire, c'est qu'aujourd'hui le mouvement syndical traverse une phase critique. Les secteurs qui en son temps se sont identifiés avec le kirchnérisme ne sont plus majoritaires. Hugo Moyano (*NDLR : secrétaire général de la CGT, Confederación General del Trabajo de la República Argentina, principal syndicat argentin*) est revenu au premier plan sur une ligne radicale dans son opposition au gouvernement. Nous sommes loin d'un accord plus solide entre tous les secteurs ayant participé aux manifestations du 21 février (2018). En dépit de la vision critique qui est la mienne, et que d'autres partagent sur les divisions syndicales, il y a d'autres dirigeants syndicaux qui pourraient le moment venu rejoindre une CGT, non officialiste. Cela dit, c'est moins compliqué sur le terrain politique. Si se met en route une large unité populaire et qu'elle est soutenue par les principaux secteurs du péronisme, aucun dirigeant syndical ne pourra faire de la politique en marge de cela. Je crois que cela aiderait certains à se rapprocher, et qu'en même temps d'autres mettraient en évidence la priorité pour eux d'une relation avec le gouvernement. J'insiste sur l'importance qu'il y ait une grande majorité des responsables syndicaux accompagnant ce processus unitaire.

Quels acteurs politiques et sociaux, y compris hors du péronisme, pourraient se joindre à ce front ?

Eduardo Jozami : Il faut dialoguer sérieusement avec les organisations sociales qui ont participé à la manifestation du 21 février (2018). Par ailleurs, il faut laisser une porte ouverte aux radicaux, même si personne ne sait si cela va donner un résultat. Il convient ici d'apporter une précision : l'alliance avec les radicaux a laissé de mauvais souvenirs depuis Fernando de la Rúa (*NDLR : UCR, élu président en 1999*), mais qu'est-ce qui s'était passé ? Une force politique nouvelle, le FREPASO (*NDLR : Front pour un pays solidaire, alliance de centre gauche*), avait passé alliance avec un parti beaucoup plus important, le radicalisme, et en bonne logique ils ont terminé comme une sorte de wagon de queue. Aujourd'hui ce que nous voulons faire, c'est autre chose. Nous savons que l'UCR

est en crise et que chaque jour elle s'éloigne un peu plus des orientations nationales et populaires. Nous savons aussi que parallèlement il y a des secteurs du radicalisme qui ne sont pas d'accord avec la politique du gouvernement, et que donc naturellement ils devraient être invités dans ce grand front national et populaire. Que cela soit possible ou non, l'avenir nous le dira. Mais le rassemblement en cours ne devrait pas oublier ce facteur.

Une des critiques qui ont été faites à la rencontre de l'UMET par les journaux gouvernementaux est la quasi absence de référents représentant les territoires, et qu'en particulier les gouverneurs péronistes n'ont pas participé à la rencontre. Comment pourrait s'engager un dialogue avec ces gouverneurs péronistes qui pour certains sont proches du macrisme ?

Eduardo Jozami : C'est vrai, la présence des gouverneurs péronistes n'a pas été importante. Mais prenant en compte le fait qu'il s'agit d'un début, il convient de voir que ce sont d'autres secteurs qui ont pris l'initiative avant les gouverneurs qui dans leur relation institutionnelle avec le gouvernement peuvent considérer qu'ils doivent garder une réserve. Mais avec le nouveau climat politique qui a pris de la force en décembre, on constate une petite évolution de l'attitude des gouverneurs, y compris les plus inattendus, qui finissent par critiquer les politiques officielles. Il y a de bonnes perspectives pour que les gouverneurs et le péronisme provincial accompagne le mouvement. Mais c'est vrai, dans un premier temps, tous les gouverneurs ne vont pas franchir ce pas.

D'autre part, l'absence de femmes parmi les orateurs principaux a été critiqué.

Eduardo Jozami : L'absence de femmes à l'ouverture de la manifestation est un fait important, mais facile à résoudre. Je comprends que ceux qui ont organisé la manifestation ont fait attention à ce que chaque secteur ait une représentation équitable, préoccupation logique dans un processus unitaire, et qu'ils n'ont pas alors perçu l'absence de femmes. Ce qui a été une erreur significative, sur ce point ils ont mal commencé. En effet la représentation plus égalitaire des genres est une conquête politique argentine des dernières décennies, et si l'on veut bien voir qu'un processus unitaire est une unité fabriquée à partir de la société, et que le mouvement #NiUnaMenos (mouvement féministe mobilisé contre les violences de genre né en 2015) est peut-être le plus important mouvement social de ces dernières années. Cela doit inciter à réserver aux organisations porteuses de ces revendications une plus grande présence.

Dans les rues, l'unité s'est faite avec la gauche. Depuis la manifestation contre le 2×1 aux génocidaires (NDLR : manifestation contre l'application d'un calcul d'une remise de peines, connue sous le nom de « 2×1 », visant un militaire condamné pour des crimes contre l'humanité commis lors de la dernière dictature militaire en Argentine, entre 1976 et 1983), jusqu'aux marches pour Santiago Maldonado (NDLR : jeune militant disparu depuis le 1^{er} août 2017) et contre la réforme

prévisionnelle, l'articulation avec les partis et syndicats de gauche a été très forte. Quelles sont les possibilités d'avancer dans cette direction ?

Eduardo Jozami : La gauche a développé une stratégie importante ces dernières années. On devrait donc sans problème intégrer la gauche dans un grand front d'opposition. Mais la réalité politique montre que ce n'est pas facile, parce que la gauche a une vision très critique de tout le reste de l'arc politique. N'oublions pas qu'à l'élection présidentielle de 2015, elle s'est abstenue au deuxième tour. Bien que tous les électeurs de gauche n'aient pas choisi l'abstention, il est clair que s'ils avaient voté, le résultat aurait pu être différent. Cette discussion a deux niveaux. D'un côté, tout discours d'unité populaire ne doit pas exclure la gauche et doit inclure tous ceux qui reconnaissent et appuient cette politique. Ensuite, comme rien n'indique que cela soit possible, il faut commencer à penser un accord minimal, dans le prolongement de ce qui a été fait ces derniers mois, définissant clairement le macrisme comme ennemi principal, et prioriser cet aspect sur tous ceux qui séparent les différents acteurs du camp populaire. Avec l'idée de vouloir exprimer que pour la gauche, la victoire de Macri et celle du candidat du front d'opposition ne sont pas la même chose. Ce devrait être d'ailleurs l'objectif de ceux qui pensent le front comme un outil permettant de gagner la prochaine élection.

Depuis la rencontre de l'UMET, on a commencé à entendre quelques voix soutenant que le kirchnérisme avait été surreprésenté, parce qu'il a un bassin électoral supérieur à celui du Front rénovateur (NDLR : formation de centre droit de Sergio Massa) ou du randazzisme (NDLR : de Florencio Randazzo, ex-ministre de l'Intérieur de Cristina Kirchner, candidat présidentiel justicialiste (péroniste) malheureux en 2015 contre Cristina Kirchner dans les primaires péronistes).

Eduardo Jozami : En ce qui me concerne, je n'ai pas eu de problème de représentation. Qui plus est, je pense que cela n'a pas beaucoup de sens de se focaliser sur le nombre de représentants ou de dirigeants placés par chacun dans les différentes tables rondes, parce qu'il s'agissait d'une rencontre unitaire. Donc, on ne demande pas à chacun de justifier les votes qu'il détendrait. Bien sûr, s'il s'était agi de définir les listes de la capitale fédérale, cela aurait été plus compliqué. L'un ou l'autre aurait dit, « j'ai la représentativité suivante », et à certains, on aurait signalé que « bon, on t'aime bien, mais il s'agit d'un accord électoral ». Ce dont on parle, c'est d'un accord entre députés ayant eu un rôle initiateur important dans les débats de la réforme prévisionnelle, donc il n'y a pas de question hégémonique posée, ni aucun signe de pré-hégémonie potentielle. En réalité, cette discussion en croise une autre. Nous, disent quelques camarades kirchnéristes, nous devons « hégémoniser » le front. Ce qui va au-delà de la domination. Beaucoup se référant à Gramsci en Argentine, on sait donc que l'hégémonie est une combinaison de domination et de consensus. De fait, il est évident qu'il n'y aurait pas de consensus dans les secteurs non kirchnéristes, si la rencontre avait été convoquée par cinq dirigeants kirchnéristes, un du Front rénovateur, un autre

péroniste, et un randazziste. L'hégémonie est une prétention logique pour un courant politique, mais encore faut-il se demander si tout va rester en l'état, si le kirchnérisme va se perpétuer sans changement ou s'il va se rénover et s'enrichir dans le processus. Et s'il est légitime qu'un courant politique aspire à l'hégémonie, il est également bon qu'il comprenne que l'hégémonie doit être confirmée dans chaque étape de la vie politique. Si vous êtes d'une autre force politique que la mienne, vous allez me demander de revalider cette hégémonie et de démontrer que par exemple, le kirchnérisme aujourd'hui a le même ascendant sur la société qu'il y a quelques années, qu'il peut être tête de liste électorale, et donc qu'il y ait des élections internes, parce qu'*in fine* cela doit être la conséquence d'une décision démocratique. C'est pour moi le seul chemin démocratique pour aller vers l'unité.

À propos d'hégémonie, le gouvernement a gagné les élections en octobre (2017) avec une certaine extension territoriale. S'il est vrai que les mobilisations de décembre ont été fortes et que les sondages signalent une chute, tant de l'image du gouvernement que de celle du président, n'y-a-t-il pas un risque de sous-estimation, non seulement de « Cambiemos » (NDLR : coalition électorale du président Macri), mais aussi de l'appui social du gouvernement ?

Eduardo Jozami : Si, le risque est réel, d'autant plus que les forces politiques populaires ont un optimisme inamovible. Cela dit, on est à un moment qui suscite l'enthousiasme parce que l'adhésion sociale dont bénéficie le gouvernement diminue. Mais au même moment, il faut refroidir l'enthousiasme, parce qu'il s'agit d'un processus qui n'est pas nécessairement irréversible. Tout dépendra de la conjoncture affrontée par le gouvernement, qui souffre de contretemps tous les jours. D'autant plus qu'on ne peut pas dire que le projet néolibéral en Argentine a échoué de façon spectaculaire. Nous ne sommes pas en 2001. Par ailleurs, les gouvernements perdent les élections face à une autre option, mais pas nécessairement face à n'importe laquelle, parce que les choses tournent mal pour lui. Donc, si on est capable de construire un projet d'unité populaire, avec une expression électorale adaptée, il est raisonnable de penser qu'on peut s'imposer au gouvernement. C'est le grand changement apparu dans la politique argentine en fin d'année dernière. Ça ne veut pas dire qu'avant cette date Macri gagnait, et que maintenant il a perdu, mais que le changement est le suivant : il était avant très difficile d'imaginer pouvoir gagner face au gouvernement. Il faisait des choses qui nous paraissaient des plus terribles en préservant un consensus qui paraissait inamovible. À partir des événements de décembre, le mécontentement a même pénétré des secteurs importants de votants macristes. Ce n'est pas un hasard que cela génère ces rassemblements unitaires et que tous nous vivions un climat différent, au point de penser que l'on peut gagner face au gouvernement. Mais ce ne sera possible que si les choses continuent à avancer et si nous savons construire l'instrument nécessaire.